

Chers éleveurs, chers lecteurs,

Toutes les organisations membres ainsi que le comité directeur de l'European Milk Board (EMB) ont tenu ces dernières semaines et ces derniers mois un grand nombre d'entretiens avec des députés européens pour leur expliquer la réalité des exploitations et les positions de l'EMB. Il est triste de constater que la plupart d'entre eux vivent et pensent dans un univers entièrement différent et bien loin de la réalité agricole. Quasiment tous les parlementaires se sont toutefois montrés ouverts et reconnaissants de pouvoir entrer en contact direct avec des producteurs agricoles non seulement de leur propre pays mais aussi d'autres pays européens.

Moi-même, il y a quelques mois encore, je jugeais superflu ce type de contact avec les parlementaires. Et moi qui ai toujours vivement critiqué les lobbyistes, j'ai été bien obligé de constater que ne pas tenir ces entretiens signifie laisser le champ libre à la COPA, aux grands groupes et notamment aux laiteries. Nous devons faire comprendre à la classe politique que ces organisations ne défendent pas les intérêts des producteurs. Qu'elles sont plutôt intéressées à nous rendre dépendants sur la durée.

Ces dernières semaines, le comité directeur de l'EMB a également tenu des entretiens avec les Ministres de la République tchèque, du Luxembourg, de Belgique, d'Allemagne et de Pologne. Nous avons clairement fait comprendre que nous avons besoin à l'avenir de prix rémunérateurs et que la régulation du marché laitier (selon le concept de l'EMB) est à cet effet une condition indispensable. J'ai été particulièrement effrayé par la faible position de la Ministre allemande de l'agriculture, Madame Aigner. Elle semble persuadée que les producteurs agricoles allemands sont dans une super situation au sein de l'Europe. Et j'avais l'impression que ce n'était pas elle mais ses secrétaires d'État qui déterminaient la politique agricole allemande.

J'ai dû constater que de nombreux Ministres soutiennent un grand nombre de nos positions mais ne sont pas disposés à prendre officiellement position dans ce sens. Cela me semble symptomatique pour l'ensemble de la politique européenne. J'ai fini par comprendre qu'ici était aussi la raison pour laquelle il nous faut toujours et encore organiser des actions (même si uniquement symboliques) pour ainsi faire pression sur la politique. Quand un Lars Hoelgard, comme cela a été le cas en Autriche lors de l'assemblée générale des membres de l'IG-Milch, annonce publiquement qu'une grande partie des producteurs laitiers du Danemark sont en faillite, c'est bien la preuve que la politique d'un Fischer-Boel, d'un Rasmussen et d'un Hoelgard a échoué.

Le comité directeur de l'EMB continuera de se battre au nom des producteurs et je suis certain que nous pouvons continuer à compter sur votre soutien. Une chose doit être claire pour tous : quelles que soient les décisions qui seront prises les prochains mois à Bruxelles sur le paquet lait et sur l'organisation du marché de la nouvelle PAC, ce n'est qu'en 2015 que se verra la voie prise par la politique laitière de l'UE et donc la production laitière en Europe. Nous continuerons notre combat sans relâche et si nécessaire, nous nous rendrons de nouveau à Bruxelles pour y engager des actions.

Je vous souhaite à tous de Joyeuses journées de décembre.

Très cordialement,

Erwin Schöpges, comité directeur de l'EMB

Actions réussies : « Non pas brader les excédents de beurre mais les éviter »

Plus d'une soixantaine de producteurs se sont rendus le 29 novembre 2011 à la frontière germano-suisse à Bâle pour montrer que des deux côtés de la frontière on est opposé au dumping à l'exportation bradée du beurre. Cette action avait pour contexte l'envoi depuis la Suisse vers l'Allemagne et la France de produits allégés à base de beurre.

Les éleveurs suisses y sont deux fois de leur poche : en obtenant des prix bas pour leur lait et en versant des prélèvements obligatoires supplémentaires pour la subvention des exportations. Dans les États européens, mais aussi dans le monde entier, ces volumes supplémentaires peuvent entraîner des distorsions sur les marchés déjà saturés et ainsi faire encore baisser les prix à la production. La première cause de ce problème est la surproduction en Suisse et dans l'UE, c'est-à-dire le manque d'une régulation efficace des volumes de lait qui serait gérée par les producteurs.

Samuel Spahn d'Uniterre, fédération membre de l'EMB qui avait lancé l'action depuis le côté suisse : « Le commerce avec du beurre bon marché nuit aux éleveurs des deux côtés de la frontière, c'est pourquoi il nous faut agir ensemble. Cette action symbolique explicite très bien le problème. » En Suisse aujourd'hui, l'organisation de la filière laitière par l'Interprofession Lait (IP Lait) ne fonctionne absolument pas, ajoute-t-il, se montrant d'accord sur ce point avec son collègue Martin Haab de BIG-M. En raison d'une décision du Conseil fédéral, il n'est plus possible, comme l'avaient demandé les deux fédérations, de réguler les volumes laitiers au niveau de la production mais seulement d'exporter les excédents à l'aide des prélèvements obligatoires des éleveurs. La pression sur les prix reste élevée en raison de la surproduction persistante, de plus en segmentant le prix du lait, les transformateurs ont réussi à le faire encore baisser. Ainsi, la laiterie Emmi compte maintenant à partir de 2012 payer le prix A, le prix normal, seulement pour 65 % du lait, le prix B, un prix plus bas, pour 25 % et traiter le reste en lait C. Mais comment la laiterie peut-elle dès aujourd'hui savoir comment sera en 2012 la situation de commercialisation qui détermine cette segmentation ? !!

Les affaires avec les importations-exportations marchent bien – mais pour qui ?

«Un bon beurre hollandais ! Achetez-le ! Moins cher et meilleur que le beurre suisse », tel était le slogan que répétait inlassablement le pseudo distributeur laitier des Pays-Bas. Et le directeur gérant d'Emmi se promenait brandissant outre d'innombrables billets de banque une pancarte avec l'inscription « Les produits suisses se vendent bien sur le marché de l'UE et le marché mondial. » Était bien sûr aussi de la partie le distributeur laitier qui vendait du beurre de marque allemand. L'entente était parfaite entre les gens d'affaires et le marchandage allait bon train avec les faux douaniers.

Le beurre suisse a été transféré sur le côté allemand de la frontière où se trouvaient les producteurs allemands brandissant de grandes pancartes qui prenaient alors ce beurre pour le ramener en Suisse. Ulrike Minkner d'Uniterre : « Il nous faut une régulation des volumes gérée par les producteurs qui permette une production laitière rémunératrice et adaptée à la demande. En Suisse et dans l'UE. Et nous montrons aujourd'hui en organisant cette action que nous ne nous laissons pas nous mettre en concurrence les uns des autres. » Aussi les pancartes affichaient-elles : « Pour une régulation de la production adaptée au marché et gérée par les producteurs » - « Contre un dumping à l'exportation et une surproduction organisée » - « Contre les baisses du prix du lait – Pour des prix équitables ». Franz Schweizer de la BDM, la fédération allemande des producteurs laitiers a commenté cette action ainsi : « C'était une excellente action qui a trouvé un grand écho dans les médias, je me félicite de cette formidable performance solidaire. »

À Genève aussi, une manifestation réussie avait été organisée à la frontière par les éleveurs des fédérations suisses Uniterre et BIG-M et de la fédération française APLI. Ils ont arrêté pour un court moment la circulation routière pour tenir une conférence de presse au milieu de la chaussée. Cette action a aussi suscité un grand intérêt dans la presse. Ulrike Minkner d'Uniterre a ainsi résumé cette

journée : « Il me tarde déjà de voir la prochaine action commune des producteurs allemands et français des fédérations AbL, BDM, APLI et Confédération Paysanne. Car celle d'aujourd'hui était une véritable réussite. »

Sonja Korspeter, EMB

Les intérêts des producteurs de lait escamotés dans le nouveau paquet laitier

L'accord sur le paquet laitier entre la Commission, le Parlement et le Conseil des Ministres ferme totalement les yeux sur le sort des producteurs de lait.

« Les producteurs de lait européens sont amèrement déçus », confie Romuald Schaber, Président de l'EMB, en réaction à l'annonce des résultats actuels des pourparlers entre la Commission, le Parlement et le Conseil des Ministres au sujet de la réforme du marché du lait. Ces décisions sont à mille lieues de concrétiser l'objectif de renforcement de la position des producteurs.

Si aucune obligation de contractualisation entre les producteurs et les laiteries n'est instituée au niveau européen et que chaque pays demeure libre de décider d'instaurer (ou non) une obligation, aucune amélioration de la position des producteurs européens ne se dessinera sur le marché, aux dires de Romuald Schaber. Et puisque les décisions politiques prises le 6 décembre prévoient, en outre, l'exclusion a priori des membres des coopératives de tout mécanisme de contractualisation, les laiteries coopératives auront, en l'occurrence, tout le loisir de continuer à comprimer les prix sans le moindre remords.

L'analyse de l'EMB ne s'arrête pas là : même le plafonnement, à 3,5 % (à l'échelon européen) et 33 % (au niveau national), du regroupement des producteurs désireux de négocier en front commun face aux laiteries pose d'énormes problèmes. En effet, les parts de marché détenues par de nombreuses laiteries dépassent aujourd'hui déjà très largement ces limites imposées au regroupement. Face à ces laiteries toutes-puissantes, les organisations de producteurs bridées dans leur expansion se voient contraintes de négocier sans véritable capacité de faire contrepoids.

« Lors de l'élaboration de ce compromis entre la Commission et le Conseil des Ministres, les propositions du Parlement européen ont subi un incroyable dépeçage », estime Schaber. En plus de la proposition de relèvement de la limite de regroupement national à 40 % du volume laitier national et de l'obligation de contractualisation étendue à tout le territoire de l'UE, l'agence de surveillance proposée initialement par les eurodéputés manque également à l'appel des ultimes décisions des trois institutions européennes.

La possibilité d'une régulation de l'offre s'appuyant sur le compromis dégagé pour le fromage, qui bénéficie désormais d'une appellation d'origine protégée (A.O.P.) ou d'une indication géographique protégée (I.G.P.), n'est malheureusement qu'un maigre lot de consolation. « Une régulation de l'offre doit pouvoir s'étendre à la totalité du marché du lait, sinon, c'est l'ensemble de la filière et notamment les producteurs qui foncent à tombeau ouvert vers la prochaine crise », affirme Schaber.

Le Parlement européen votera sur le paquet laitier présenté à la mi-février.

Extrait du communiqué de presse de l'EMB du 7 décembre 2011

600 producteurs laitiers à l'assemblée annuelle des membres de l'IG-Milch

Samedi, le 19 novembre 2011, la présidente d'IG-Milch, Erna Feldhofer, a après une année à la tête de la fédération, présenté son rapport d'activités de l'année passée. Il a été relaté les nombreuses manifestations et actions de protestation organisées en Allemagne, Belgique, Autriche et Suisse puis

les 600 personnes présentes ont été informées sur le lait « Freie Milch Austria » et l'élargissement programmé de la gamme des produits « À faire Milch ». Il est prévu de bientôt commercialiser en supermarché, en plus du lait équitable « A faire Milch », un beurre équitable « A faire Butter » .

Mais le moment le plus captivant de cette matinée a été sans contestation les exposés portant sur le thème « Le marché laitier européen après 2015 » de Monsieur Lars Hoelgaard et de Monsieur Friedrich Wilhelm Graefe zu Baringdorf. La présentation de ces deux points de vue, qui n'auraient pu être plus divergents, a été suivie par un débat animé :

Hoelgaard, qui aime bien la provocation, a souligné une fois de plus qu'à l'avenir le prix du lait devait être régulé par des organisations de producteurs et que les quotas seraient supprimés.

Graefe zu Baringdorf a dans son discours secoué les producteurs qui étaient venus à cette réunion de Leonding de toutes les régions d'Autriche pour les exhorter à prendre chacun leur destin en main. Il a fait comprendre que le prix du lait à la production ne peut être garanti que par une régulation de la production.

Romuald Schaber, président de l'European Milk Board (EMB), a parlé de la collaboration étroite à l'échelle européenne et a évoqué une campagne qui pourrait être envisagée en faveur d'une initiative citoyenne européenne. Elle aurait pour objectif d'une part d'expliquer aux citoyens européens l'utilité et la nécessité d'installer un système de gestion de la production et une instance de régulation et d'autre part de rassembler de nombreuses centaines de milliers de signatures en faveur d'un débat approfondi à ce sujet au sein du Parlement européen.

À la fin de cette discussion, Monsieur Hoelgaard s'est vu remettre une lanterne rouge, symbolisant la « dernière place au classement » des mains de Monsieur Schöpges, vice-président de la MIG-et membre du comité directeur de l'EMB.

Extrait du Communiqué de presse de l'IG-Milch du 21 novembre 2011

« Il dépend de nous de continuer le combat pour finir par gagner.... »

Lors d'une grande rencontre en France de l'Office du lait, les producteurs laitiers français et européens étaient d'accord pour continuer à se battre en faveur de prix du lait équitables.

Tous n'ont pas trouvé ce 22 novembre une place assise. Une grande foule s'amasse encore aux portes derrière les rangées de sièges, et même les chaises ajoutées à la va-vite ne sont pas suffisantes pour permettre à tout le monde de s'asseoir. Ce sont 900 producteurs laitiers qui sont aujourd'hui venus à Avranches en France pour participer à l'assemblée de l'Office du lait, une organisation interprofessionnelle qui a été mise sur pied par les producteurs laitiers français. L'objectif de l'Office du lait est d'offrir une plate-forme où tous les acteurs du marché collaborent en se basant sur des prix du lait rémunérateurs. Ce sont actuellement les éleveurs et les consommateurs qui en sont le moteur.

Tous les yeux sont rivés sur la tribune au-devant de la scène lorsque parle Paul de Montvalon, président de l'Office du lait. Ses collègues du comité directeur et lui-même ont préparé la rencontre de ce jour jusqu'au petit matin du 22 novembre 2011. Il a peut-être les yeux un peu plus petits que d'habitude en raison du manque de sommeil, mais a l'esprit tout à fait éveillé lorsqu'il accueille les participants qui sont venus de tous les coins de France. « C'est impressionnant de voir le nombre de personnes qui sont venues aujourd'hui. Si nous continuons à travailler ensemble avec autant de détermination, les laiteries auront de plus en plus de respect devant la force des éleveurs. » Il faut s'engager pour cela activement au sein de l'Office du lait mais aussi au sein des organisations qui défendent la position des producteurs laitiers devant le monde politique, comme par exemple l'APLI (**A**ssociation **N**ationale **d**es **P**roducteurs **d**e **L**ait Indépendants) et l'OPL (Organisation des Producteurs de Lait). « Cela dépend de vous ; nous avons besoin de chacun d'entre nous pour

continuer le combat et pour finir par gagner en obtenant des prix rémunérateurs » déclare Paul de Montvalon.

Sont également venus à Avranches le président de l'organisation espagnole des producteurs laitiers OPL (Organización de **Productores de Leche**), Fernando Sainz de la Maza ainsi qu'Erwin Schöpges de la fédération belge MIG (Milcherzeuger Interessengemeinschaft) et membre du comité directeur de l'European Milk Board (EMB) et Alice Endres, représentante du MEG, le milchboard allemand. Les représentants sur place de la fédération allemande BDM sont Adolf Gerke et Claus Krudop. « Cela donne du baume à l'âme de voir tant de personnes venues pour soutenir l'Office du lait » se félicite Alice Endres en promenant son regard sur la foule. Lorsque quelques moments plus tard, la représentante du milchboard MEG a pris la parole sur le podium, son ton est devenu très grave en évoquant le manque de soutien que reçoivent les éleveurs de la part des laiteries coopératives : « Les coopératives ont été créées à l'époque où les producteurs laitiers étaient dans une situation désastreuse comme aujourd'hui. Mais je me demande où sont les coopératives maintenant : de quel côté se trouvent-elles ? Pas du nôtre ! » Négocier ensemble face aux laiteries est l'objectif que tous devraient poursuivre. « Il faut regrouper le lait avant d'entamer les négociations face à la laiterie afin d'obliger les transformateurs à payer un prix équitable » explique Alice Endres avant de poser la question suivante aux collègues français : « Êtes-vous prêts à agir et à vous battre ensemble avec nous ? » 900 fois « Oui » et des acclamations en étaient la réponse.

Quand vers la fin de la réunion, Erwin Schöpges de la fédération belge MIG monte sur la tribune, il félicite les producteurs français pour le succès rencontré par cette rencontre : « Ce qui se passe ici aujourd'hui est bien plus important que ce que certains pourraient penser. Nous, les éleveurs, tous ensemble, nous ne lâchons pas prise. Si les décisions qui sont prises en Europe ne sont pas équitables, nous allons de nouveau nous faire entendre et organiser de grandes actions. A la campagne comme dans les villes ! »

C'est au bout de huit heures d'intenses débats sur l'avenir de la production laitière que se termine la réunion en fin d'après-midi. Le président de l'Office du lait, Paul de Montvalon, parcourt ensuite encore une fois la salle devenue vide, les yeux fixés sur son portable : il est déjà de nouveau plongé dans ses activités d'organisation. Il est très satisfait de cette journée. « Il y avait des sceptiques qui disaient qu'il faudrait nous estimer heureux si nous atteignons le chiffre de 200 personnes. Alors bon, avec 900, c'était quand même déjà un peu plus » dit-il, le sourire aux lèvres. Dehors, le soir commence déjà à tomber. Pourtant, un grand nombre de producteurs se trouvent encore devant le bâtiment et discutent tout excités. Pour eux, la journée est loin d'être finie.

Silvia Däberitz, EMB

Régulation de l'offre sur le marché laitier américain

Pour de nombreux éleveurs, la nouvelle proposition de loi ne répond pas à cette demande

Depuis 2007 déjà, différentes fédérations agricoles des États-Unis proposent que soit mise en place par les autorités une régulation de la production sur le marché laitier. Au vu des grandes fluctuations de prix que connaît le marché laitier américain et des problèmes de revenus qui en résultent pour les éleveurs, des coopératives de producteurs et des fédérations agricoles traditionnelles commencent aussi à parler de régulation de l'offre. Comme Randy Mooney, producteur laitier du Missouri et président de la coopérative de commercialisation Dairy Farmers of America : « Nous pouvons continuer à croître et alimenter le monde de notre lait tant que le veut l'industrie laitière américaine mais il nous faut un système qui adapte l'offre à la demande et qui aide les producteurs à rester dans une plage qui assure une production rémunératrice. »

Nouvelle proposition de loi en débat

Depuis l'été 2010, le Sénat et la Chambre des représentants ont déjà débattu de plusieurs propositions portant sur la forme de régulation de la production laitière que pourrait adopter la future politique agricole américaine. Le 13 juillet 2011, Collin C. Peterson, membre de la commission de l'agriculture de la Chambre des représentants a soumis au débat la proposition de loi « House Dairy Security Act of 2011 » (HR 3062). Cette proposition s'appuie sur le concept « Foundation for the Future (FFTF) » de la NMPF (National Milk Producers Federation), la confédération des coopératives de commercialisation du lait. Celles-ci réalisant un travail de lobbying intense pour leur concept, la FFTF et la HR2062 sont à présent connues au sein de la filière du lait et font l'objet de nombreux débats. L'éventail des réactions est très large. Tandis que certains responsables politiques d'influence, les membres de la NMPF et une partie des fédérations agricoles traditionnelles soutiennent cette proposition de réforme, un grand nombre d'organisations de producteurs sont sceptiques et l'industrie laitière aussi semble rejeter ce concept sous sa forme actuelle.

Assurance sur les marges publique et privée

La loi Dairy Security Act vise à créer un meilleur filet de sécurité et à réformer le système de tarification du lait qui tient actuellement compte des différents types de transformation du lait. Le nouveau filet de sécurité serait constitué d'un programme de protection des marges (DPMPP) (et d'un programme de stabilisation du marché laitier (DMSP). Ce programme de protection des marges est une sorte d'assurance-risque publique. Chaque producteur se voit attribuer un quota laitier de base qui se calcule sur sa livraison de lait annuelle maximum des trois dernières années et qui est valable pour les cinq années du programme. Une augmentation de sa production est possible. Si, pour 80 % de la production d'un éleveur, la marge moyenne entre le prix du lait moyen national et les coûts moyens de fourrage tombe en dessous du seuil de 4 dollars (actuellement 2,85 euros environ) €) pour 45kg de lait, cet éleveur qui participe au programme reçoit une subvention financée par le fonds d'aide aux sinistrés. Il devrait également avoir la possibilité (et il devra certainement y avoir recours) d'augmenter cette prime d'assurance publique par des cotisations privées.

Moins d'argent en cas de demande en baisse

Les producteurs qui participent au programme DPMPP sont aussi automatiquement intégrés au programme de stabilisation du marché laitier (DMSP). L'objectif de ce programme est de réagir très rapidement et de manière ponctuelle à la présence d'excédents en lait et de faire baisser la production par des sanctions prenant la forme de réduction des prix. Le développement de la demande se définit ici aussi en se référant à la marge entre le prix du lait et les coûts du fourrage. Si la marge est par exemple deux mois à la suite inférieure à 6\$ (4,3 €), les éleveurs se verront sur les deux prochains mois seulement payer 98% de leur quota de base ; la baisse des revenus ne doit pas dépasser 6 % de leur livraison courante. Le programme devrait pas ailleurs prévoir un « Producer Board » qui exploite des débouchés supplémentaires sur le marché national et mondial et stimule la demande. De plus, il est prévu de remplacer le système de tarification actuel du lait, qui différencie diverses catégories de lait en fonction de l'utilisation qui en sera faite, par une libre concurrence des prix du lait cru. Les programmes du marché laitier qui existent aujourd'hui devraient être alors entièrement supprimés et remplacés par ces programmes décrits ci-dessus.

Une taxe à la place d'une régulation pour les éleveurs

Ces mécanismes semblent au premier abord très compliqués. Je voudrais donc essayer d'y jeter d'abord un regard novice pour ensuite voir de plus près les commentaires diversifiés des fédérations de producteurs. Mes revenus en tant que producteurs laitiers baissent, soit parce que les coûts du fourrage ont augmenté alors que le prix du lait n'a pas bougé, soit par le prix du lait a baissé. Ceci peut s'expliquer par une modification de la demande ou bien par ma position de faiblesse face à la laiterie. Contre la deuxième raison, la nouvelle loi ne fera rien changer. Il est prévu à l'avenir de

réagir à une baisse de la demande en baissant le prix payé au producteur dans l'espoir de rééquilibrer ainsi l'offre et la demande. Tous les producteurs obtiennent moins d'argent de la laiterie après avoir déjà gagné moins d'argent les deux mois auparavant puisque leurs marges avaient baissé. S'ils baissent leur production, leurs pertes seront un peu moins importantes. Ayant aussi versé de l'argent dans une assurance-risque, ils peuvent par ce biais de cette assurance réduire légèrement leur perte. Il n'est pas du tout question dans la proposition de loi d'un prix du lait qui assurerait les coûts de la production. De même, la régulation de la production intervient seulement quand il est presque trop tard : elle ne permet pas aux producteurs de prévoir à l'avance. Les producteurs laitiers financent, avec les contribuables, les coûts du risque d'une surproduction dont profite l'industrie laitière, et ce sans avoir la possibilité d'influer en tant qu'éleveurs sur le volume de production ou le prix.

La position des éleveurs sur le marché n'est pas renforcée

C'est ici aussi un point de critique sur cette loi Dairy Security Act. La NFFC (National Family Farm Coalition), la confédération des exploitations familiales, dénonce qu'avec cette proposition de loi, le contrôle des prix resterait dans les mains des laiteries et que la situation des éleveurs s'aggraverait encore en raison de la nouvelle dépendance à « l'assurance des marges ». « À titre de fédération défendant les intérêts des producteurs laitiers, nous estimons qu'un programme d'assurance promu par l'État mais finalement à caractère privé est absolument le mauvais moyen de rétribuer les producteurs laitiers pour leur lait » NFFC déclare par ailleurs dans un communiqué de presse : « Selon la proposition FTF, la valeur du lait devrait être déterminée par un « système de concurrence des prix » regroupant les prix que les laiteries paient à leurs fournisseurs pour le lait à transformer. Il n'y a aucune raison de penser que ce système entraînerait des hausses de prix du lait et encore moins que les laiteries répercutent sur les prix à la production le profit réalisé de la vente des produits finis. Nous voulons un véritable marché de la concurrence qui repose sur des prix payés aux producteurs équitables et sur la fin du contrôle monopolistique des coopératives agissant ni dans l'intérêt de leurs membres, ni dans l'intérêt des consommateurs. »

Les banques risquent éventuellement d'exiger que les producteurs laitiers signent une assurance sur les marges avant d'accorder des crédits. Ce qui mettrait en question le caractère facultatif du programme. Avec cette assurance sur les marges, les petites exploitations qui, en cas de prix du lait trop bas sur le marché, obtenaient jusqu'ici des paiements directs par le biais du programme MILC (Milk Income Loss Contract) seront moins loties qu'avant et verront le cas échéant leur survie menacée. Maintenant, le journal américain Dairy Week a publié le 10 novembre 2011 les résultats d'une étude qui analyse les répercussions que pourra avoir le Dairy Security Act : « Les réformes pourraient entraîner une baisse du prix du lait américain sw 92\$Cent / cwt, les programmes de régulation de la production seraient activés dans 40-45% des périodes d'une année et les revenus nets des exploitations baisseraient de 32 à 48% . » Cette étude a été réalisée par des scientifiques de l'Université Wisconsin. Pour les répercussions sur les revenus, elle différencie encore entre quatre différentes tailles d'exploitation : Les exploitations de moins de 250 vaches auraient à s'attendre à une perte de 24%, les exploitations comptant jusqu'à 500 vaches pourraient enregistrer une perte de 61%, celles de jusqu'à 2000 vaches 44% et les exploitations de plus de 2000 vaches 34%. La NFFC et autres détracteurs des propositions de réforme de la Dairy Security Act se voient ainsi conforter par cette étude et encourager à proposer des alternatives visant à assurer la stabilisation des prix à la production et de tout le secteur.

Les fédérations membres de la NFFC se battent en faveur du « Federal Milk Marketing Improvement Act » qui permet aux producteurs laitiers de financer et de gérer eux-mêmes la régulation de la production pour ainsi obtenir des prix du lait rémunérateurs. Les débats aux États-Unis le mettent en évidence : parler d'une régulation de la production ne signifie pas automatiquement assurer une politique agricole durable et couvrant tout le territoire. C'est le type de cette régulation qui compte. Les éleveurs doivent pouvoir influencer sur la régulation de la

production et non pas être seulement ceux qui la mettent en œuvre. La proposition de loi décrite ici offre de forts potentiels d'économie dans la politique laitière. Au vu de la situation financière très tendue et de la réduction de la dette qui est prévue, cet argument n'est pas sans intérêt dans les débats sur la restructuration en 2012 de la « Farm Bill » (équivalent de la Politique Agricole Commune de l'UE).

Sonja Korspeter

Conseil de lecture : « Die Kuh ist kein Klimakiller » (*La vache ne tue pas notre climat*)

Les bovins émettent en digérant du méthane et le méthane est 25 fois plus nocif pour notre climat que le CO₂. Mais les bovins sont indispensables pour la sécurité alimentaire mondiale en contribuant à maintenir la fertilité des sols et à limiter le changement climatique : en élevage sur prairie, les ruminants peuvent permettre d'emmagasiner du carbone en tant qu'humus dans le sol.

Les plus hautes émissions viennent de l'engrais synthétique des grandes monocultures maïs et graines de soja. Cet engrais consomme beaucoup d'énergie et dégage de l'oxyde nitreux qui est 295 fois plus nocif pour le climat que le CO₂.

Les bovins, ovins et buffles peuvent avec les organismes de leur panse transformer la pâture en lait et en viande. C'est pourquoi ils sont prédestinés à utiliser les sols qui ne sont pas cultivés mais protégés de l'érosion par la mise en pâturage. Au lieu de cela, toutefois, ils sont nourris de maïs, de soja et de céréales et sont faits concurrents des humains pour la nourriture. Le lait et la viande de l'élevage intensif ne sont bon marché qu'en apparence. La facture arrive plus tard. Car les monocultures supplantent la diversité biologique et les réservoirs de carbone : les prairies et les forêts (pluviales). Plus la planète est peuplée, plus la fertilité des sols est importante pour garantir les récoltes tout en limitant les émissions qui ont des répercussions sur le climat. Mais le système agroindustriel attise le changement climatique tout en mettant dramatiquement en danger la sécurité alimentaire mondiale. C'est ainsi que ces dernières 100 années, les sols de l'Amérique du Nord ont perdu plus d'un tiers de leur fertilité.

Ce livre met en question tout le système et ne se contente pas de réhabiliter la vache : il met en évidence la multifonctionnalité du complexe sol-plante-animal dans l'agriculture durable, cite les données scientifiques et donne la parole à des personnes qui avec les connaissances du 21^e siècle misent de nouveau sur les potentiels symbiotiques de l'économie pastorale avec vache et cie.

Anita Idel: « Die Kuh ist kein Klima-Killer » Wie die Agrarindustrie die Erde verwüstet und was wir dagegen tun können „Agrarkultur im 21. Jahrhundert“ environ 180 pages · 18,00 EUR, en allemand.

ISBN 978-3-89518-820-6.

Conseil de lecture en chiffres : « Milch und Milcherzeugnisse in der Europäischen Union » (*Le lait et les produits laitiers dans l'Union européenne*)

Le secteur du lait est au sein de l'Union européenne (UE) d'une grande importance pour une foule de raisons. La première chose qui saute aux yeux est le fait que tous les États membres de l'UE produisent du lait. Dans de nombreuses régions de l'UE qui présentent une valeur particulière pour l'agriculture ou pour l'environnement (p.ex. les régions de montagne), le secteur laitier est le secteur le plus important. L'élevage laitier a marqué des paysages de son empreinte. Le secteur laitier revête donc ici une importance qui dépasse de loin les statistiques. De nombreuses régions rurales doivent leur caractère spécifique à l'élevage laitier et un secteur laitier florissant est important pour l'économie et l'emploi.

Direction générale Agriculture et Développement rural, Commission européenne, « Milch und

Milcherzeugnisse in der Europäischen Union, Der Milchsektor der EU in Zahlen » environ 52 pages, 29-34 euros, Dictus Publishing (26 mai 2011), disponible en allemand et en anglais.
Milch und Milcherzeugnisse in der Europäischen Union, ISBN-13 : 978-3844369229 (DE)
Milk and Milk Products: Summary Report, ISBN-13: 978-3843335737 (EN)

Conseil de lecture: Indignez-vous!

« 93 ans. La fin n'est plus bien loin. Quelle chance de pouvoir en profiter pour rappeler ce qui a servi de socle à mon engagement politique : le programme élaboré il y a soixante-six ans par le Conseil National de la Résistance ! » Quelle chance de pouvoir nous nourrir de l'expérience de ce grand résistant, réchappé des camps de Buchenwald et de Dora, co-rédacteur de la Déclaration universelle des Droits de l'homme de 1948, élevé à la dignité d'Ambassadeur de France et de Commandeur de la Légion d'honneur !

Pour Stéphane Hessel, le « motif de base de la Résistance, c'était l'indignation. » Certes, les raisons de s'indigner dans le monde complexe d'aujourd'hui peuvent paraître moins nettes qu'au temps du nazisme. Mais « cherchez et vous trouverez » : l'écart grandissant entre les très riches et les très pauvres, l'état de la planète, le traitement fait aux sans-papiers, aux immigrés, aux Roms, la course au toujours plus, à la compétition, la dictature des marchés financiers et jusqu'aux acquis bradés de la Résistance retraites, Sécurité sociale... Pour être efficace, il faut, comme hier, agir en réseau : Attac, Amnesty, la Fédération internationale des Droits de l'homme... en sont la démonstration. Alors, on peut croire Stéphane Hessel, et lui emboîter le pas, lorsqu'il appelle à une « insurrection pacifique ».

Faudrait ajouter le mouvement social des producteurs de lait! Dans son deuxième livre, intitulé « Engagez-vous! », Stéphane Hessel parle de la nécessité d'une agriculture qui répond d'abord aux besoins d'une société et de la nature et qui n'est pas surtout orienté vers l'exportation des produits agricoles.

Stéphane Hessel, Indignez-vous!, 32 pages, 3 EUR, édition Indigène (21 octobre 2010), disponible en français, allemand et anglais

Indignez-vous! ISBN-13: 978-2911939761 (FR)

Time for outrage: Indignez-vous! ISBN-13: 978-1455509720 (EN)

Empört Euch! ISBN-13: 978-3550088834 (DE)

Calendrier « Vaches 2012 » avec Amélie, Regina et beaucoup d'autres

La vache de la couverture a un nom, comme toutes ses collègues des douze mois, ce qui donne une note humoristique aux photos pleines de vie. Des calendriers sont également proposés dans le même style avec des « Oies et canards », des « Ânes » et des « tracteurs classiques ».

« *Kühe 2012* », impression en quadrichromie, 475*330mm, 14,99 euros par calendrier, frais d'envoi en sus, ISBN-13: 978-3868524017.

Une montagne de beurre dans une mer de brouillard

Là où les montagnes de beurre culminent
il ne peut pas y avoir famine
ça, c'est évident tu crois
mais la famine ailleurs ira

Si ces montagnes culminent trop
Aux autres on pourrait bien les repasser
Pour génialement se débarrasser
D'un seul grand coup de deux grands maux

Cette ineptie, il suffirait de la charrier
Hors taxe, au-delà de nos frontières
C'est le classique chassé-croisé
Du trafic frontalier sans barrières

Mais chacun sait, Dame Emmi
Du beurre malgré les excédents importe
La réponse à ton questionnement :
Rentables sont les excédents

Ils font, c'est sûr, baisser les prix
Les économistes en sont ravis
Le monde agricole en bégaye
et fond comme beurre au soleil

Montagne de beurre et mer de lait
Ce petit jeu a bien duré
Bientôt nos vaches perdent envie
Et plus rien ne sort de leurs pis

Alors Emmi, rusée comme elle l'est
Va à la pisse black et redbull passer
Et son PDG sans scrupule
Fait de la merde du pécule

Cette misère montre, chers éleveurs
Que vraiment vous comptez pour du beurre
Alors tous dans votre pays prenez
Les choses en main et agissez

Rassemblez-vous, éleveurs du monde entier
Mettez un frein au profit, à l'avidité
Embarquez avec vous les consommateurs
Et vous aurez bientôt de nouveau du beurre

A mettre sur votre pain quotidien

*Composé et chanté par Jakob Alt le 29 novembre à la
Frontière de Bâle*

Calendrier EMB

Ici quelques rendez-vous importants du comité directeur de l'EMB:

2011-15-12: Rendez-vous avec le ministre d'Agriculture hongrois à Budapest

2011-12-12: Rendez-vous avec le ministre d'Agriculture bulgare à Sofia

2011-06-12: Groupe consultatif „Lait“

European Milk Board

Bahnhofstr. 31

D-59065 Hamm

Germany

phone: 0049/2381/4360495

fax: 0049/2381/4361153

mobile: 0049/1786021685

e-mail: korspeter@europeanmilkboard.org

web site: www.europeanmilkboard.org